

*Questions orales*

points avec les provinces afin de réduire la complexité de la TPS et le fardeau que représente son application.

J'ai toujours dit que, s'il existe d'autres moyens pour simplifier le processus, nous sommes tout à fait disposés à les étudier et à les envisager d'une manière constructive.

**M. Douglas Young (Gloucester):** Monsieur le Président, le gouvernement dépense des millions de dollars pour faire de la propagande qu'il présente comme des réponses à des questions sur la TPS.

Le gouvernement est-il prêt à discuter ici même, en toute honnêteté et simplicité, les changements qu'il propose en privé et qui visent à rendre plus acceptable la taxe sur les produits et services? Si le gouvernement veut diffuser des renseignements de ce genre, pourquoi n'en parle-t-il pas ici même pour veiller à ce que nous soyons tous au courant?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je voudrais apporter quelques précisions là-dessus. Au cours de la dernière législature, le Comité permanent des finances de la Chambre a recommandé que nous fassions une vaste campagne d'information dans le public pour faire mieux connaître la TPS, ses effets sur les gens et sur le coût de la vie. Nous ne faisons que donner suite à la recommandation du comité.

Le député se demande pourquoi nous fournissons ces renseignements. Hier seulement, nous avons reçu 6 300 appels de gens qui voulaient avoir de l'information sur la TPS.

Le député se demande pourquoi nous n'en parlons pas ici à la Chambre. Il y a eu des audiences au comité à ce sujet. Il y a eu tout le processus législatif. Nous en avons débattu à la Chambre. Nous avons de plus apporté des modifications à la TPS pour donner suite à des recommandations des plus pertinentes du Comité des finances.

Malheureusement, le député n'a pas participé à tout cela. Il s'est contenté de demander l'abandon du projet. Il n'a pas proposé une seule idée positive, il n'a pas essayé de comprendre. Il a réagi au contraire d'une manière tout à fait négative. Ce n'est pas ainsi qu'on fait avancer les choses sur le plan législatif.

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Comme il doit le savoir, le professeur Schindler, de l'Université de l'Alberta, a signalé il y a trois semaines au gouvernement fédéral que la proposition de réglementation concernant l'industrie des pâtes et papiers ne tient pas compte du fait que la dioxine est un agent cancérigène connu, et ne reflète pas les témoignages d'expert des scientifiques du gouvernement fédéral.

Étant donné que M. Schindler conclut qu'il faudrait interdire aux nouvelles usines de pâtes et papiers de déverser des substances organochlorées à cause des risques qu'elles présentent pour la santé humaine, le vice-premier ministre assurera-t-il à la Chambre que le gouvernement reformulera la réglementation pour tenir compte du fait que la dioxine est un agent cancérigène bien connu?

**L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts):** Monsieur le Président, mon honorable collègue sait bien que nous avons l'intention d'enrichir avec le temps le règlement que nous venons de prendre pour limiter la quantité de certains agents nocifs que les usines de pâte déversent dans l'eau ou dans l'atmosphère.

Mon honorable collègue sera heureux quand il saura tout. Oui, nous sommes très sensibles au danger que peut représenter pour la santé humaine la présence de ces agents dans l'environnement.

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au premier ministre. Il faut patienter, nous dit-on, qu'il s'agisse du Plan vert, des émissions de dioxyde de carbone ou de l'effet de serre.

Il y a trois semaines, M. Schindler a informé le gouvernement du danger que courent des dizaines de milliers de Canadiens à cause des dioxines, des furanes et des organochlorés. M. Schindler l'a prévenu que les règlements, tels qu'ils sont proposés, vont augmenter les risques de maladies cardiaques et de décès par cancer s'ils sont mis en application.

Les Canadiens ne devraient pas avoir à attendre. Le premier ministre va-t-il faire preuve de fermeté pour régler ce problème environnemental? Va-t-il proposer des règlements qui traiteront les dioxines comme des substances cancérigènes et qui interdiront à l'industrie